

Septembre 2001 aux États-Unis : quelle fut l'origine des événements ?



Par Christian DARLOT

Viendra un temps auquel la postérité s'étonnera que nous ayons méconnu de telles évidences.

Sénèque

La crédulité des dupes est un fonds inépuisable pour l'ingéniosité des coquins.

Edmund Burke

Tout pouvoir est une conspiration permanente.

Honoré de Balzac

La réalité a cet avantage sur la fiction qu'elle n'a pas besoin d'être vraisemblable.

Mark Twain

On doit la vérité aux gens intelligents, mais on doit le mensonge aux imbéciles.

Georges Courteline

Seuls les plus petits secrets ont besoin d'être protégés. Les plus grands sont gardés par l'incrédulité publique.

Marshall McLuhan

Le bobard dément prépare le bombardement.

Éphraïm Camember, 29 juillet 1881

Résumé :

Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis furent prétexte à des guerres dévastatrices, et la dynamique politique ainsi déclenchée s'est développée jusqu'à mettre la paix du monde en péril, tandis que la répression du terrorisme était prétexte à restreindre les libertés publiques. Les circonstances de ces attentats éclairent leur origine et leur dessein.

Christian DARLOT est chercheur en Physiologie.

Table des matières

- 1 Coïncidences
 - 1.1 Coïncidences à Manhattan
 - 1.2 Coïncidences au Pentagone
 - 1.3 Coïncidences économiques et politiques

- 2 Disparition des avions
 - 2.1 Complicités
 - 2.2 Leurres
 - 2.3 Avion abattu
 - 2.4 Avion détourné
 - 2.5 Appels téléphoniques
 - 2.6 Victimes
 - 2.7 Accusation

- 3 Scénario imaginable
 - 3.1 Destruction des tours

- 3.2 Choix imposé au Gouvernement

- 4 Puissances étatiques et supra-étatiques
 - 4.1 Négociations internationales ; le prix du silence
 - 4.2 Conséquences politiques
 - 4.3 Réseaux oligarchiques.

Un article précédent a montré que la version officielle de la destruction des tours de Manhattan et de l'attentat contre le Pentagone, en septembre 2001, est incompatible avec les lois de la Physique, mais qu'une analyse simple, fondée sur les principes de la Physique, permet d'identifier le procédé de destruction des tours : des explosions nucléaires souterraines. Ce procédé est inaccessible à un groupe terroriste, et son emploi nécessita des complicités dans l'appareil d'État et les médias. Comment ces évènements furent-ils possibles ?

1 Coïncidences

Des coïncidences étonnantes accompagnèrent ces évènements extraordinaires. ¹

1.1 Coïncidences à Manhattan

– Une société de sécurité du *World Trade Center*, Securacom, était dirigée par un frère de G.W. Bush, Marvin Bush, et son cousin Wirt Walker III, et une autre par un frère de Cheney. Or, le dimanche précédent, l'activité fut arrêtée dans les tours et le système de sécurité fut débranché pour des travaux de maintenance.

– Un exercice de réaction à une attaque terroriste biologique, Tripod II, était organisé à New York et programmé pour le lendemain, 12 septembre. De nombreux secouristes avaient été rassemblés depuis plusieurs jours, et un centre de commandement avait été installé sur un quai du fleuve Hudson. Ces préparatifs furent bien utiles, puisque le Bureau de gestion des urgences de New York, situé dans la tour n° 7, devint bientôt indisponible ! ²

– Au matin du 11 septembre, plusieurs sociétés ayant des bureaux dans les tours envoyèrent à leurs employés des courriels leur enjoignant de ne pas venir ce jour-là, ou de partir au plus vite.

– Un des hommes les plus riches du monde, Warren Buffet, organisait ce 11 septembre un « petit déjeuner de charité » et un tournoi de golf sur le site militaire d'Offutt, siège de l'US STRATCOM (STRATegic COMmand, commandement des armes atomiques, doté d'un bunker souterrain à 18 mètres sous le niveau du sol), où George Bush passa au cours de l'après-midi. Cette base était aussi le poste de commandement d'un exercice en cours. Plusieurs dirigeants d'entreprises ayant leur siège dans les tours du WTC avaient été invités et étaient arrivés la veille au soir. Pour employer comme lieu de fête une base militaire très importante, l'assentiment du Secrétaire à la Défense était évidemment nécessaire.

– Le spéculateur immobilier Larry Silverstein fut extrêmement chanceux.³ Il ne vint pas à son bureau ce matin-là, tandis que ses enfants arrivèrent en retard. Déjà propriétaire du bâtiment n° 7, il avait acquis six semaines auparavant les tours jumelles, immeubles déficitaires, et les avait assurées séparément contre des attentats, chacune pour une valeur de 3,6 milliards de dollars.⁴ En compensation de deux attentats, les compagnies d'assurance et les compagnies de navigation aérienne lui payèrent 4,577 milliards de dollars pour les tours et 861 millions pour le bâtiment 7. Total : 5,4 milliards. Certaines gens sont des génies de la finance !

– Dans la tour nord, le 91^e étage avait été loué quelques semaines auparavant par le groupe de « performance » *Gelatin* qui fit pendant quelques jours une « installation » : un hourd dépassant de la tour. Que se passa-t-il à l'intérieur ? L'assureur des Tours jumelles, Maurice Greenberg dirigeait depuis 1993 *Kroll Incorporated*, une société de sécurité du World Trade Center.⁵ En 1999, son fils Jeffrey Greenberg devint PDG de la société de gestion de risques Marsh & McLennan, dont des bureaux occupaient huit étages, du 93^e au 100^e. Les explosions se produisirent entre les 91^e et 98^e étages ; 295 membres du personnel furent tués.

– Après la première explosion dans la tour nord, cinq hommes sommairement travestis en Palestiniens furent aperçus dansant et se filmant sur fond de tour en flammes. Signalés par des passants à la police, ils furent arrêtés, se déclarèrent Israéliens, et furent identifiés comme agents du Mossad, agissant sous la couverture d'une entreprise de déménagement du New Jersey, en réalité inexistante.⁶ Quelques semaines plus tard, ils furent libérés par l'intercession de Michael Chertoff, fonctionnaire antiterroriste au Département de la Justice, doté des deux nationalités étasunienne et israélienne.⁷ Expulsés des États-Unis, ils déclarèrent à une chaîne de télévision israélienne qu'ils étaient venus à New York pour « couvrir l'évènement ». ⁸ Les pompiers prévoyants vérifient en effet le bon fonctionnement des pompes et l'étanchéité des tuyaux la veille d'un incendie.

– Selon le WTC Building Performance Report publié en mai 2002 par la FEMA le bâtiment 7 abritait des bureaux du Département de la Défense, de la CIA (le plus grand hors de Washington) et d'autres agences (NSA, FBI), de la *Security and Exchange Commission* SEC (institution fédérale de contrôle des marchés financiers), de l'*Internal Revenue Service* (le fisc) et un dépôt d'archives judiciaires contenant, parmi bien d'autres, des dossiers sur la manipulation

par ENRON des tarifs de l'électricité en Californie. Les documents sur ces malversations furent ainsi fort opportunément détruits.

Au 23^e étage, le centre de surveillance et d'alerte de l'agglomération new-yorkaise, aménagé deux ans auparavant pour un coût de 13 millions de dollars, devait permettre de gérer en lieu sûr une crise grave (ouragan, attaque terroriste). Il fut détruit, mais par bonheur fut suppléé par le centre de commandement installé pour l'exercice Tripod II !⁹

1.2 Coïncidences au Pentagone

– En mars 2001, Bruce Hoffman, un dirigeant de la Rand Corporation, déclara à des officiers supérieurs de l'armée de l'air étasunienne : « *Nous essayons de préparer nos armes contre Al-Qaïda, l'organisation – ou peut-être le mouvement – associé à Ben Laden. [...] Pensez un moment à ce que fut l'attentat à la bombe contre le World Trade Center en 1993. Maintenant, considérez qu'il est possible de faire tomber la tour nord sur la tour sud et de tuer 60 000 personnes. [...] Ils trouveront d'autres armes, d'autres tactiques et d'autres moyens pour atteindre leur cible. Ils ont un choix évident d'armes, dont [...] les drones.* »

– Un exercice *Mass Casualty MASCAL*, code Abbotsville, en mai 2000, prévoyait la frappe d'un avion contre la façade ouest du Pentagone, celle où l'explosion se produisit le 11 septembre 2001. Entre le 24 et le 26 octobre 2000, un autre exercice MASCAL éprouva la préparation des équipes d'intervention d'urgence en cas d'écrasement d'un Boeing 757.¹⁰

– Quelques jours avant le 11 septembre 2001, des experts en explosifs nucléaires du ministère de la Défense avaient été envoyés en Allemagne pour une visite de courtoisie. Colin Powell était parti pour deux jours à Lima, et d'autres personnalités du ministère étaient absentes.

– Selon M. Dov Zakheim, sous-secrétaire d'État à la Défense et contrôleur budgétaire, des milliards de dollars manquaient, pour l'année 2000, dans les comptes du Département de la Défense des États-Unis, et des titres douteux venaient à échéance au 12 septembre, ce qui ne l'empêcha pas de partir en voyage, lui aussi en Allemagne. Un audit fut annoncé par le Secrétaire d'État à la Défense, M. Donald Rumsfeld, et le matin même du 11 septembre 2001 des contrôleurs budgétaires commencèrent à enquêter sur ces détournements de fonds, en étudiant les archives du budget du ministère de la Défense, récemment transférées dans cette partie rénovée du Pentagone. Les archives brûlèrent. Dans cette aile du Pentagone venait aussi de s'installer un service de renseignement de la Marine, l'ONI (*Office of Naval Intelligence*), dont plusieurs membres furent tués. Officiellement 125 personnes furent tuées au Pentagone, et parmi elles 34 étaient comptables ou analystes, tous civils. Avis aux entendeurs.

– Ce jour même, pour des manœuvres de l'armée de l'air, des avions avaient été envoyés en mission dans toutes les directions. Le thème de ces manœuvres *Vigilant Warrior* et *Vigilant Guardian* était « des avions détournés frappent

des immeubles », et une manœuvre de moindre envergure simulait l'écrasement d'un avion sur le siège d'une agence de renseignements. Des silhouettes d'avions fictifs étaient insérées sur les écrans parmi celles représentant des avions réels.¹¹ Aussi les aiguilleurs du ciel peinaient-ils à distinguer la fiction de la réalité supposée. Ce jeu de guerre ne fut interrompu qu'une heure environ après les événements à Manhattan.

D'autres exercices annuels en cours, *Northern Guardian* et *Northern Vigilance*, simulaient une attaque russe. Les chasseurs de la défense aérienne patrouillant habituellement au Nord-Est étaient donc partis en Alaska et au Canada. Les dates habituelles de sept exercices aériens avaient été modifiées pour inclure le 11 septembre parmi les jours de leur déroulement.

– À l'occasion de ces manœuvres, des spécialistes de la défense aérienne avaient été déplacés (en congé ou en mission) et remplacés par des militaires sans expérience du poste auquel ils étaient provisoirement affectés. Ce bouleversement de l'organigramme du commandement fut évidemment décidé avec l'accord de chefs militaires hauts gradés, par des fonctionnaires haut placés dont beaucoup avaient deux nationalités, étasunienne et israélienne, et étaient liés au « *Project for a New American Century* » (PNAC).¹² Ce cercle politique professait que seul un « nouveau Pearl Harbour » ferait accepter au peuple étasunien les actions nécessaires pour faire perdurer la domination mondiale des États-Unis.¹³

– Selon des sources militaires, à cause de ces manœuvres, quatre chasseurs seulement étaient armés et prêts à décoller à la base d'Andrews protégeant la capitale, à une vingtaine de kilomètres de Washington. Les avions de chasse volèrent à des vitesses anormalement lentes, et les F-18 du Corps des Marines, basés aussi à Andrews, ne furent pas envoyés intercepter le prétendu Boeing 757 s'approchant de Washington.¹⁴

– Alors que le pays paraissait attaqué, Donald Rumsfeld, joua au brancardier amateur. Il resta injoignable pendant une demi-heure et ne participa aux réunions qu'après 10 heures, une heure et quart après le début des événements. Force est de conclure qu'il laissait les militaires prendre des décisions et assumer la responsabilité de la suite. Le Secrétaire d'État à la Défense gambadant sur la pelouse...¹⁵ Abandon de poste ; on en a démis pour moins que cela.

– La société *AMEC Construction Management*, qui venait d'achever des travaux dans cette aile du Pentagone,¹⁶ fut aussitôt chargée du déblayage par Donald Rumsfeld, sans appel d'offres. Outrepassant son pouvoir de Secrétaire d'État à la Défense, Rumsfeld la fit aussi participer au déblayage des ruines du World Trade Center, à New York et non à Washington.¹⁷

– Les contrats avec l'État, liés aux guerres, rapportèrent plusieurs milliards de dollars à la société Halliburton où Richard Cheney avait exercé, entre deux épisodes politiques.¹⁸ Contrats de gré à gré, bien entendu, dont, au mépris de la Constitution, une part revenait à Cheney.

– Un incendie eut lieu le 11 septembre au matin, non au Pentagone, mais dans

une annexe de la Maison-Blanche. Ce sinistre rarement mentionné paraît couvert par le secret.

1.3 Coïncidences économiques et politiques

– Les services d’espionnage anglo-saxon, dont le fameux ÉCHELON des « cinq yeux », prétendent détecter, par analyse sémantique, même l’emploi de termes voilés dans des messages. Ces préparatifs leur auraient pourtant échappé ? Des services de renseignement allemand, français, israélien, jordanien, marocain, russe, affirmèrent avoir prévenu les services étasuniens de risques de détournements d’avion, dès janvier 2001 et encore au cours de l’été.¹⁹ Qui intoxiqua qui ?

– Au cours des jours précédents, des achats de 5 milliards de dollars de bons du Trésor étasunien, et le volume inhabituel des achats d’options à la baisse des actions en bourse des compagnies aériennes prouvent que des spéculateurs financiers anticipaient les attaques.²⁰

– Un projet d’exploiter les réserves de pétrole et de gaz d’Asie centrale, étudié depuis plusieurs années, nécessitait de faire passer un oléoduc et un gazoduc à travers l’Afghanistan. En 1997, des délégués du gouvernement taliban furent invités au siège de l’*Union Oil Company of California*, Unocal, sis au Texas dont George W. Bush était alors gouverneur, mais ce projet buta sur les droits de passage demandés par les Talibans. En février 1998, John J. Maresca, ancien diplomate et personnalité éminente du Pentagone, alors vice-président pour les relations internationales d’Unocal, affirma au Comité des relations internationales du Congrès qu’un gouvernement afghan favorable aux États-Unis serait nécessaire pour que ce projet aboutisse. Quelques jours avant les attentats, les négociateurs étasuniens avaient menacé les négociateurs afghans d’une invasion.²¹ Selon le quotidien israélien Ma’ariv, les bases militaires étasuniennes bâties en Afghanistan après l’invasion jalonnaient le trajet projeté.²²

– Associées dans l’industrie pétrolière, les familles Bush et Séoud tenaient ce jour-là une réunion.²³ Quoique les autorités étasuniennes aient interdit à l’aviation commerciale mondiale toute liaison avec les États-Unis, des ressortissants séoudiens purent quitter les États-Unis.²⁴ Un Boeing 707 s’envola aussi vers Tel-Aviv.

– Une semaine après les attentats, des lettres contenant des bacilles du charbon, modifiés en laboratoire, furent envoyées à des personnalités politiques, dont les sénateurs Patrick Leahly et Tom Daschle, qui tentaient d’amender le *Patriot Act*. Vingt-deux personnes furent contaminées dont 5 moururent. L’enquête incrimina le biologiste Bruce Irvin, 33 ans de service au laboratoire militaire de Fort Detrick, mais « déséquilibré mental ayant agi seul » (un de plus !) et opportunément suicidé en août 2008 à la veille de son arrestation. Néanmoins George Tenet, directeur de la CIA en 2001, vante dans ses mémoires (2007) l’efficacité de cette agence pour retracer ces lettres piégées jusqu’à leur origine : Al-Qaïda. Pudiquement nommé *US Army Medical Research Institute of Infectious Diseases*, ce laboratoire spécialisé

dans les armes biologiques est devenu fameux par sa participation aux manipulations du virus du Covid.

– Deux centaines de ressortissants israéliens furent expulsés au cours des jours suivants.²⁵

– Des membres de la commission d'enquête sur les attentats participaient à des firmes pétrolières, à des compagnies aériennes, à Boeing, ou à des sociétés en lien avec la CIA, avec Larry Silverstein, ou dont l'activité dépendait de la situation politique, comme la compagnie de mercenariat Blackwater. D'autres furent ensuite compromis dans des scandales comme la faillite frauduleuse de l'institution de garantie immobilière Fannie Mac. La commission fut présidée d'abord par Henry Kissinger, qui démissionna pour ne pas révéler les noms des clients de son cabinet de conseil, puis par Thomas Kean, en relation d'affaires avec les familles Bush et Ben Laden.²⁶ La commission était dirigée autoritairement par Philipp David Zelikow,²⁷ collaborateur proche de Richard Cheney, Condolizza Rice et Karl Rove.²⁸

2 Disparition des avions

2.1 Complicités

Au début de juin 2001, le Secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld, modifia les procédures coordonnant l'aviation civile et la défense aérienne, établies depuis les années 60. Il retira aux commandants des bases le pouvoir de décider et se l'attribua à lui – même.

Les pirates de l'air auraient réussi à détourner pas moins de quatre avions de ligne sans provoquer d'alerte. Comment déjouer les services de sécurité de plusieurs aéroports en même temps ? La société de sécurité était israélienne, originaire d'un pays en alerte permanente. Nulle preuve de leur présence dans les aéroports ni à bord des avions ne fut présentée. Les procédures de sécurité à bord sont strictes, l'accès à la cabine de pilotage est réglementé, et le personnel navigant est attentif et entraîné à réagir aux imprévus.

Ces habiles pirates ne savaient pas piloter ; tout au plus quelques-uns étaient-ils capables de faire des ronds dans l'air à bord d'avions d'écolage. Pourtant ils auraient pris les commandes d'appareils très complexes, qu'ils n'avaient jamais pilotés, et pour changer de route sans être repérés, auraient débranché les « transpondeurs » assurant les communications, dont ils connaissaient donc le fonctionnement. Ils auraient volé à basse altitude pour ne pas être repérés par les radars civils, mais cette ruse ne permet pas d'échapper aux radars militaires. Des avions de chasse sont à tout instant prêts à décoller, interviennent plusieurs fois par jour, et mettent en moyenne un quart d'heure à joindre un avion s'écartant de sa route. Comment détourner quatre avions pendant 33, 49, 83 et 112 minutes, sur 500 km, sans être interceptés ?²⁹

Trois jours après seulement, le FBI publia sur une affiche les photos et les noms de 19 suspects, dont six étaient « supposés » pilotes et huit « présumés » Séoudiens. La date de naissance de sept seulement était connue, et la nationalité de huit ne l'était pas ; 6 habitaient en Arabie, Égypte, Maroc et protestèrent véhémentement contre cette usurpation d'identité qu'ils demandèrent aux consulats étasuniens de reconnaître en publiant un démenti.

2.2 Leurres

La chasse aérienne chercha en vain deux avions au-dessus de l'Atlantique. La confusion des vrais avions et des leurres insérés, pour les manœuvres, sur les écrans du contrôle aérien laisse planer le doute sur leur trajet et même sur leur envol. Décollèrent-ils ? Atterrirent-ils sur un aéroport discret, mais doté d'une piste de longueur suffisante ? Ont-ils été démontés dans un hangar ? Ou même, scénario rocambolesque : furent-ils jetés dans l'Atlantique et les équipages récupérés par un navire croisant par-là ?

2.3 Avion détourné

Un avion fut peut-être réellement détourné, mais plutôt piloté par des complices. Il pourrait avoir atterri sur la base aérienne militaire Westover dans le Massachusetts, dont le personnel avait été averti la veille que la base serait fermée ce jour-là. De cet avion partirent les appels téléphoniques des hôtes, dont les paroles paraissent avoir été choisies pour faire passer à demi-mots un message de détresse. Le sort de l'avion et des passagers est inconnu.

2.4 Avion abattu

L'avion United Airlines 93 (« *Let's roll!* ») s'écrasa en Pennsylvanie, officiellement près de Shankville, dont des habitants dirent avoir entendu un sifflement et une explosion. Les autorités locales ne trouvèrent que quelques débris, mais de grands morceaux furent trouvés à 14 km de là, près d'un lac. Le FBI boucla le site de Shankville et annonça que l'avion s'était enfoncé profondément dans le sol meuble (sic), puis qu'il avait été déterré, mais pas reconstitué selon l'usage. Pourtant placées dans la queue de l'avion, les deux « boîtes noires » auraient été trouvées à 3 m et 8 m de profondeur. Un avion-taupe. Cet avion fut vraisemblablement abattu par erreur, parce qu'il ne s'était pas posé assez vite après l'interdiction de vol.

2.5 Appels téléphoniques

Plusieurs appels téléphoniques auraient été envoyés par des passagers à leurs proches. Ces appels ont été si abondamment commentés qu'un résumé est inutile. Le plus célèbre est celui de Barbara Olson, seule personne à avoir décrit des pirates tenant en respect tout l'équipage et les passagers en brandissant des coupe-papiers. Des armes comme le pistolet Glock 17 sont conçues pour n'être pas détectées par les portiques de sécurité, mais les pirates auraient préféré des cutters contraignant au corps à corps. Le seul témoin fut Barbara Olson, et l'enquête montra l'inexistence de son appel

téléphonique. En 2001 la technique ne permettait pas de communiquer par téléphones portables en vol, et les appareils de bords avaient été supprimés. Tous ces messages furent donc émis à partir du sol, y compris ceux des hôtesses. Le téléphone du passager censé avoir lancé le cri de ralliement « *Let's roll!* » fonctionna encore pendant 15 minutes après l'écrasement de l'avion ! Les récits sur des appels prétendument envoyés par des passagers à leurs proches pendant le vol participèrent donc à la mise en scène.

2.6 Victimes

Le FBI interdit promptement de publier des informations sur les passagers, le vol, et même l'heure de décollage.³⁰ Composer une liste de passagers bidon est au programme du premier cycle de barbouzologie.³¹ Des personnes furent toutefois vraiment tuées dans l'avion tombé en Pennsylvanie et vraisemblablement dans celui d'où partirent les appels des hôtesses.

2.7 Accusation

Le grand coupable, M. Oussama Ben Laden, fut officiellement désigné six heures après ; jamais enquête ne fut si rapide. Les télévisions et la presse battirent aussitôt furieusement du tam-tam, empêchant d'argumenter raisonnablement. Lancée dès les premières heures par des personnalités politiques, cette accusation ne put plus être discutée. Pourtant M. Ben Laden ne fut pas inculpé aux États-Unis pour ces attentats, dont il condamna la lâcheté le 16 septembre 2001, par un communiqué sur la chaîne d'information Al Jazeera. Il était alors soigné à l'hôpital militaire de Rawalpindi, protégé par les autorités pakistanaises pourtant alliées aux étasuniennes. Le 28, il déclara à des journalistes du quotidien pakistanais Ummat : « *Je n'avais pas connaissance des attaques, je ne considère pas le meurtre de femmes, d'enfants et d'autres êtres humains innocents comme un acte louable... Un gouvernement existe dans le gouvernement des États-Unis. C'est à ce gouvernement secret qu'il faut demander qui a organisé les attentats* ». Deux fois encore, il affirma n'avoir pas participé à ces attentats.³² Les vidéos où il s'en vante furent reconnues fausses par l'institut suisse Dalle Molle, dont l'expertise fait autorité pour authentifier des enregistrements audio et vidéo.³³ Des revendications d'origine inconnue ne furent pas confirmées ensuite : étonnante discrétion de la part d'un mouvement terroriste supposé capable d'organiser secrètement, du fond d'une grotte, des attentats d'une telle ampleur.³⁴

Selon les notices nécrologiques publiées par la presse du Proche-Orient et par *Fox News*, puis confirmées le 19 janvier 2002 par M. Pervez Musharraf, président du Pakistan, M. Oussama Ben Laden mourut d'insuffisance rénale en décembre 2001 et fut enterré dans les montagnes au sud-est de l'Afghanistan. Pour le besoin de leur scénario, les organisateurs le firent survivre fictivement encore dix années.³⁵

3 Scénario imaginable

Les arguments physiques exposés dans l'article précédent ne pourraient être réfutés que par d'autres arguments physiques, mais l'interprétation des agissements humains présentée ci-dessous pourrait être révisée si de nouvelles informations étaient révélées. Quoique la vérité ne soit pas encore connue avec certitude – mais cela viendra – une vue rétrospective des faits permet de proposer un scénario, dont la cohérence reconstruite est évidemment discutable. Sa critique argumentée permettrait de progresser vers une compréhension réaliste des évènements.

Des groupes différents pourraient avoir organisé des complots gigognes emboîtés ³⁶ :

– Un « petit » complot, dont les instigateurs étaient les Bush et les Séoud, aurait visé le Pentagone pour mettre en scène un attentat fictif contre un ministère d'État, afin de fournir un prétexte à envahir un pays souverain, l'Afghanistan.

– À l'insu de ses organisateurs, ce « petit complot » aurait été éventé par des agents d'un État du Proche-Orient, qui auraient organisé un « grand » complot visant à contraindre les États-Unis à mener des guerres au Proche-Orient, non seulement pour le pétrole, mais surtout dans l'intérêt de cet État, afin de détruire les capacités militaires et économiques des États voisins. Après les évènements, les organisateurs du grand complot auraient fait plier ceux du petit. ³⁷

3.1 Destruction des tours

Qui déclencha les bombes ? Les organisateurs du complot ou les chefs militaires ?

– Puisque chaque pays pratique le secret militaire, le nombre de bombes atomiques dans le monde n'est pas connu précisément. Elles ne paraissent pas aussi bien gardées que les humains sains d'esprit le souhaiteraient ; ainsi, lors de la dissolution de l'URSS, une partie de l'arsenal disparut, et pas seulement des chars ou des armes à feu. Les organisateurs pourraient ainsi avoir disposé eux-mêmes de bombes. ³⁸

– La multiplicité des manœuvres aériennes ce jour-là prouve le pouvoir des organisateurs sur le ministère de la Défense. Les chefs militaires sont en charge de la sécurité du pays ; ils s'attendaient à un attentat : pourraient-ils avoir été induits en erreur ? Au cours de l'été précédent, ils peuvent avoir fait entreposer des bombes thermonucléaires dans le bâtiment n° 7, centre de gestion de tous les bâtiments du World Trade Center, afin de pouvoir procéder si nécessaire à une démolition d'urgence. Nul danger à stocker ce type d'explosif, tout à fait stable tant que les deux parties de la masse critique de la bombe-amorce restent séparées. ³⁹

Leur réaction pourrait donc être imaginée ainsi :

« Alertés dès les explosions dans les tours, les chefs militaires ne crurent évidemment pas un instant à la fable des avions, mais supposèrent que des missiles étaient entrés dans les tours, et pas pour y placer des bombes à confettis. Ces chefs étaient à Washington, loin de New York, ne disposant que d'informations partielles et sans les experts en explosifs nucléaires, mais face à un dilemme auquel ils avaient déjà réfléchi : risquer qu'une explosion nucléaire à 300 m au-dessus du sol, altitude idéale, détruise la ville, causant peut-être 10 millions de morts, ou détruire les tours et ainsi les bombes supposées y avoir été placées par des missiles, en faisant certainement périr les personnes qui y étaient. La destruction mécanique d'une bombe nucléaire ne déclenche en effet pas d'explosion nucléaire. Afin de minimiser les pertes humaines, les chefs militaires donnèrent eux-mêmes l'ordre de placer les bombes de démolition dans les loges souterraines, et de les faire exploser. Une heure fut nécessaire pour la mise en place, sans doute via des tunnels partant du bâtiment 7, puis pour permettre aux opérateurs de se carapater en refermant les portes blindées. Ainsi, les bombes auraient été déclenchées sur ordre de chefs militaires ignorant le complot, et pas sur ordre des comploteurs. »

Mouiller les militaires à leur insu serait très habile ; un trait de génie (de génie du mal !).

Comment estimer la vraisemblance de ce petit roman ?

Quoiqu'il en ait été, au cours de l'après-midi le bâtiment 7 (troisième tour) fut détruit par le même procédé, effaçant des indices sur la technique employée.⁴⁰

3.2 Choix imposé au Gouvernement

Pendant toute la journée, le Président de la République étasunienne, M. G. W. Bush, fut promené en avion.⁴¹ Complice du petit complot ?⁴² En activant le plan de « continuité du gouvernement » hors des conditions légales puisque le Président était mis à l'écart volontairement, le Vice-Président Richard Cheney et le Secrétaire d'État à la Défense Donald Rumsfeld usurpèrent le pouvoir. Coup d'État.

Le soir, devant le Gouvernement et les chefs militaires réunis à Raven Rock – le QG souterrain creusé dans les Appalaches – les organisateurs du grand complot donnèrent le choix aux autres dirigeants : obéir, ou supporter le poids d'une accusation les incriminant, mais disculpant les organisateurs. Les dirigeants accréditèrent la version qui leur fut dictée.⁴³

Depuis 2001, les dirigeants des États-Unis obéissent.

Les chefs militaires n'eurent d'autre option que d'obéir, eux aussi, aux ordres d'attaquer les pays du Proche-Orient.⁴⁴ À chaque niveau de

commandement, une vérité fut inventée pour le niveau inférieur.⁴⁵ Quelques militaires furent promus.⁴⁶ Le cafouillage de la défense aérienne et la vulnérabilité du Pentagone écornèrent la réputation de l'armée étasunienne : l'apparence d'une incompétence stupéfiante fut le prix que les organisateurs du complot firent payer au pays pour qu'il paraisse agressé. Omerta : l'irradiation de Manhattan pendant plusieurs mois était inavouable ; la panique eût emporté l'économie étasunienne.

Quoique spéculative, cette interprétation des événements est fondée sur des faits avérés. La révélation de nouvelles informations pourrait évidemment conduire à la réviser, et sa critique argumentée permettrait de l'améliorer.

Conclusion

Les moyens techniques, les coïncidences, et la biographie des participants aux événements montrent que les attentats du 11 septembre 2001 à Manhattan furent organisés par des services secrets des États-Unis et d'un petit État du Proche-Orient, en lien avec une partie de leur gouvernement.⁴⁷ Depuis 2001, les dirigeants des États-Unis obéissent à ceux de ce petit État.

Bien entendu, la plupart des ressortissants de ces États n'ont pas pris part à ces crimes. Cela va de soi, mais dans le trouble général mieux vaut le rappeler.⁴⁸

4 Puissances étatiques et supra-étatiques

4.1 Négociations internationales ; le prix du silence

Les réseaux de détection établis pour surveiller les essais nucléaires mesurent précisément, même à des milliers de km, les effets des explosions : ondes sismiques et émissions de radionucléides. Les dirigeants des principales puissances du monde, les membres permanents du Conseil de Sécurité, plus l'Allemagne, le Canada, et peut-être d'autres, furent alertés le jour même et reçurent un rapport de leurs services de renseignement dans la semaine.⁴⁹ Tous les États feignirent de croire à la version officielle des événements, faute d'avoir la puissance politique suffisante pour la contredire. Après vinrent les négociations : d'un côté les demandes « *Cessez de susciter des troubles dans le Caucase* », « *Ne vous mêlez pas de la situation au Tibet ni au Turkestan oriental* », « *Laissez-nous nos puits de pétrole en Irak* », et de l'autre côté les menaces « *Rappelez-vous que nous contrôlons l'information et la finance ; ne risquez pas d'être calomniés, déconnectés du réseau de paiement international ou soumis à des spéculations contre vos titres de dette.* ».

4.2 Conséquences politiques

L'attentat de Manhattan fut prétexte à promulguer des lois restreignant les libertés, à organiser la surveillance de masse et à déclencher des guerres, tout cela dans des délais si brefs qu'ils révèlent des textes déjà rédigés et

des agressions déjà planifiées.⁵⁰ Les lois coercitives furent ensuite étendues aux pays vassaux des États-Unis.⁵¹ Vingt ans après, « l'urgence sanitaire » et « la menace sur le climat » servent de prétexte à imposer d'autres contraintes tyranniques. Un totalitarisme s'installe, surveillant sans cesse davantage les citoyens.

Les accords entre puissances ne valent que quelques années. Dès 2003, le refus opposé par les dirigeants de la France à l'agression contre l'Irak⁵² décida les gouvernants anglo-saxons à spolier les firmes pétrolières françaises de leurs investissements en Irak, et à soumettre définitivement le rival millénaire. En mars 2003, Condoleezza Rice, alors conseillère du président G. W. Bush pour la sécurité nationale, déclara :

« *Il faut ignorer l'Allemagne, pardonner à la Russie et punir la France.* »

En 2005, un autre coup d'État eut lieu, en France cette fois : l'AVC de Chirac fut l'occasion du retour de Sarkozy au Gouvernement, puis de sa promotion à la Présidence.⁵³ La France a depuis perdu toute indépendance. En résultèrent successivement le traité de Lisbonne, la vente de réserves d'or, la soumission de la France au commandement de l'OTAN, l'envoi de militaires en Irak et en Afghanistan, la participation aux agressions contre la Libye et la Syrie, contraires au Droit international et aux intérêts de la France.

Les Présidents de la République Française sont désormais des larbins de l'oligarchie mondialiste, choisis et promus par leurs maîtres. La soumission s'est aggravée depuis 2017. Le freluquet qui feint de diriger est un *gauleiter* en escarpins. Il applique les ordres reçus : vente à la découpe de l'industrie française, ruine de l'agriculture, répression violente des opposants, complicité dans la covidinguerie, approbation du pacte migratoire, aide active au régime installé en Ukraine par le coup d'État de 2014, et à présent adhésion servile aux sanctions contre la Russie et soutien à l'expansionnisme génocidaire israélien.

4.3 Réseaux oligarchiques.

Ces attentats permettent d'apercevoir les desseins des suprémacistes étasuniens et israéliens, et aussi ceux des mondialistes. L'empire du mensonge est celui de la finance. Par les participations croisées à leur capital, les firmes supranationales, industrielles et financières, sont intégrées en réseaux mondiaux. Leurs décisions visent la maximisation du profit, quelles qu'en soient les conséquences, et la rivalité les y contraint. Leurs budgets sont comparables à ceux d'un État moyen.⁵⁴ Elles entretiennent des services d'analyse, de programme et d'action, mènent leur propre politique⁵⁵ et influencent les gouvernements, au point à présent de choisir les candidats présentés aux électeurs et de changer à leur gré le résultat des élections. Les dirigeants les plus puissants se concertent, puis donnent force publique aux desseins prétendument généreux exposés par leurs

représentants à Davos, au Bilderberg ou au G7.⁵⁶ Une apparence de débat couvre les arrangements, et les décisions sont dictées aux institutions supranationales comme l'OMS ou l'Union Européenne, qui les imposent aux États et ceux-ci aux citoyens.

L'oligarchie mondiale n'est évidemment pas coiffée par une « coupole » centrale dirigée par le *capo dei capi* omniscient, dont les ordres seraient inexorablement appliqués. Les personnes, les firmes, les États, ont de multiples intérêts pratiques ou idéologiques, parfois convergents, souvent divergents. Dans ces vastes réseaux de complicités et de duplicités, conflits et ententes alternent, et quelquefois de véritables complots se trament, comme lorsque deux banques s'entendent pour pousser une rivale à la faillite, se partager ses dépouilles, et déclencher une crise permettant de rafler des actifs financiers ou réels. Tantôt adversaires, tantôt alliés, les rivaux coopèrent pour de grands projets, comme l'illustre l'aggravation délibérée de l'épidémie de Covid⁵⁷ : quelles que soient l'origine du virus à la mode et sa dangerosité pour les personnes faibles, il a permis d'endetter les États et de donner aux grandes firmes des milliards créés sans contrepartie par les banques centrales qu'elles dirigent. Il sert de prétexte aux dangereux vaxxins et au contrôle social nécessaire à la « Grande Réinitialisation ».⁵⁸

L'analyse présentée dans ces deux articles peut choquer des personnes généreuses ; pourtant, dès lors que la conspiration est prouvée, ce ne sont pas les « complotistes » qu'il faut blâmer, mais les comploteurs. Malgré leurs conflits, les factions oligarchiques s'unissent dans leur volonté de dominer les peuples. Les attentats sous faux drapeau, les tensions internationales et les guerres, en Ukraine et au Proche-Orient, participent à leurs stratégies. Comprendre leurs desseins et leurs méthodes est indispensable pour nous libérer.

Libérons-nous !

Regardez les auteurs et la date :

EMERGENCY RESPONSE TO
TERRORISM
SELF-STUDY



U. S. Department of Justice
Office of Justice Programs – Bureau of Justice Assistance
Federal Emergency Management Agency
United States Fire Administration - National Fire Academy

1 Une recherche par mots-clés permet de vérifier facilement, sur des sites internet officiels ou sur des sites de journalisme d'investigation, les faits cités ici ; exemples : Éric Laurent *La face cachée du 11 septembre*, Plon, 2004 ; Laurent

Guyénot <https://reseauinternational.net/11-septembre-2001-la-theorie-du-complot-pirate/>. Des articles signés *Michel Straugof*, publiés en 2019 sur le site *Le Saker francophone*, exposent en détail la biographie de personnalités actives dans cette affaire, en particulier au ministère de la Défense étasunien.

2 Sur la base d'un rapport de Carnegie Mellon (1997), une directive du

Président Clinton, PDD 63 du 22 mai 1998, institua la *Presidential Commission on Critical Infrastructure Protection*, « Commission présidentielle pour la protection des infrastructures critiques », chargée de recenser les moyens d'assurer le fonctionnement du pays en cas de troubles graves. Cette commission envisagea des attaques de pirates ou « d'États terroristes », et une illustration montrait un avion frappant des tours. Le 911 est le numéro d'appel d'urgence aux E-U.

3 Larry Silverstein se disait ami de Benjamin Nathanyaou, Yitzhak Rabin, Ariel Sharon, Ehud Barak...

4 Le désamiantage aurait coûté environ un milliard de dollars, et la mise aux normes de sécurité et de télécommunications, 800 millions. Le coût de l'investissement fait par Silverstein et ses associés (bail emphytéotique et quelques travaux) varie selon les sources de 14 millions de dollars (c'est peu !) à 3,6 milliards (c'est beaucoup !). Le plan de démolition des tours fut bien entendu transmis aux nouveaux propriétaires.

5 Selon l'usage, des contre-assurances avaient été conclues par prudence.

6 Des images montrent leur camionnette décorée de l'image d'un avion frappant une tour... réalité ou montage ?

7 Chertoff rédigea la version finale du *Patriot Act*, voté quelques jours après le 11 septembre 2001. Il mena aussi la procédure contre Zacarias Moussaoui, dont les avocats demandèrent l'accès à des documents classés confidentiels et le témoignage de prisonniers détenus à Guantánamo, prétendument membres d'Al-Qaïda. Les procureurs rejetèrent ces demandes, arguant de menaces possibles contre la sécurité nationale, prétexte fréquent depuis 2001. Face à ce refus, la juge Leonie Brinkema interdit aux procureurs de requérir la peine de mort. Moussaoui fut condamné à la prison à perpétuité pour terrorisme, malgré sa folie évidente et quoique l'accusation ait reconnu qu'il n'avait pas participé aux attentats du 11 septembre 2001.

8 Ehud Barak se trouvait à ce moment même dans un studio de la BBC, à Londres, et déclara qu'il était temps de lancer une guerre contre la terreur.

9 Les professionnels de la sécurité voulaient un site moins exposé que le WTC, mais l'équipe municipale de Rudolph Giuliani imposa ce choix, très critiqué.

10 Pourtant un exercice sur la chute d'un avion sur le Pentagone avait d'abord été écarté comme trop peu réaliste.

11 Avant de devenir sous-secrétaire d'État à la Défense, Dov Zakheim avait été, de 1987 à 2001, vice-président de *System Planning Corporation*, société créatrice d'un dispositif de guidage d'avions gros porteurs, et d'un logiciel permettant de faire apparaître des leurres sur des radars durant des exercices.

12 Cf. les articles signés *Michel Straugof* publiés en 2019 sur le site *Le Saker francophone*. Le PNAC fut fondé par William Kristol et Robert Kagan, époux de Victoria Nuland qui organisa le coup d'État de 2014 à Kiev. Kagan est à l'origine d'une lettre ouverte du PNAC, adressée au Président Clinton le 26 janvier 1998, pour demander une guerre contre l'Irak, déjà sous prétexte que ce pays aurait possédé des armes de destruction massive. En 2000, le document du PNAC *Rebuilding America's Defenses* « Reconstruire les défenses de l'Amérique » présenta les armes biologiques ethniques comme un *outil politiquement utile* pour les États-Unis.

13 Le *Council on foreign relations* est surtout composé de suprémacistes étasuniens, et le *Project for a New American Century* rassemble surtout des sionistes étasuniens. Jeb Bush en est membre.

14 Comme les détournements étaient fictifs, il ne fallait pas que des pilotes constatassent l'inexistence des avions.

15 Vérifiait-il que tout se passait comme prévu ?

16 Pour un coût de 258 millions de dollars.

17 Une partie des débris fut transportée sur le champ d'épandage de Fresh Kills, près de New York, devenu le cimetière des victimes non identifiées des attentats, et transformé depuis en parc de promenade.

18 Secrétaire d'État à la Défense pendant les mandats de Bush père, Cheney fit employer, pendant la guerre du Golfe de 1991, des mercenaires de KBR, filiale du groupe pétrolier Halliburton, dont il devint vice-président en 1995. Son revenu déclaré en 2005 était modestement de 8,8 millions de dollars. Actionnaires de sociétés de mercenaires, Richard Cheney et Donald Rumsfeld s'enrichirent énormément par les guerres qu'ils organisèrent.

19 AFP, 22 novembre 2001, International Herald Tribune, 21 mai 2002.

20 Marc Chesney et Lorian Mancini, professeurs à l'université de Zurich, concluent : « *la probabilité qu'il y ait eu délits d'initiés est forte pour American Airlines, United Airlines, Merrill Lynch, Bank of America, Citigroup et JP Morgan. Ce n'est pas une preuve juridique, mais le résultat de méthodes statistiques.* ». Délits d'initiés entre le 6 et le 10 septembre : Dailymotion <https://www.dailymotion.com/video/x5a2zu> William Bergman, *Curious Coincidences of 2001: Following the 9/11 Money Trail*, Sanders Research Associates, 4/01/06. Jacques Follorou, *Une spéculation massive à la veille du drame inquiète les autorités*. Le Monde, 19 septembre 2001.

Le 10 septembre, le baril de pétrole augmenta de 13 %, et des options de vente furent prises sur plusieurs sociétés :

- 4 516 sur American Airlines, 11 fois plus que le volume moyen annuel,

- contre seulement 748 options d'achat.
- 4 744 options à la vente d'actions de United Airlines entre le 6 et le 7 septembre 2001, contre 396 à l'achat.
 - 1 209 options de vente contre 13 les jours précédents sur Marsh & McLennan occupant des bureaux dans huit étages de la tour nord (du 93^e au 100^e), prétendument frappés par le vol 11 d'American Airlines.
 - 2157, 100 fois plus d'options de vente qu'à l'ordinaire, sur Morgan Stanley, présente dans 22 étages du WTC. Sept années plus tard, cette banque fut l'une des organisatrices et bénéficiaires de la crise de 2008.
 - 5 615, 60 fois plus qu'à l'ordinaire, 12 215 en peu de jours, sur Merrill Lynch présente dans un bâtiment voisin.
 - Les options de vente sur l'assureur Citigroup furent 45 fois plus nombreuses que d'ordinaire du 6 au 10.

Mais les actions des firmes d'armement s'envolèrent !

Très mollement menée, l'enquête sur ces délits d'initiés ne permit pas de connaître l'origine des informations reçues par les spéculateurs. Deux ans plus tard, le 19 septembre 2003, le FBI annonça la clôture de l'enquête, affirmant qu'absolument nulle preuve n'existait de spéculation liée à une connaissance éventuelle des attentats.

21 En 1997, Zbigniew Brzezinski avait écrit que le maintien de l'hégémonie des États-Unis nécessitait de contrôler les vastes réserves de pétrole et de gaz de l'Asie Centrale. Or, après l'échec des négociations entre les Talibans et les firmes pétrolières des É-U, le commandant Ahmed Shah Massoud fut assassiné, l'avant-veille des attentats, au moyen d'une caméra piégée, par de faux journalistes tunisiens qui moururent avec lui. Les connaisseurs de l'Afghanistan affirment qu'il était le seul chef capable de fédérer et diriger une résistance armée, et de bouter l'envahisseur hors du pays. Une interprétation cohérente des faits devrait expliquer la coïncidence de sa mort avec les attentats et l'invasion de l'Afghanistan par les troupes des États-Unis et de leurs alliés. Les soupçons se portent sur l'ISI pakistanaise, liée à la CIA. Il n'y a pas que le pétrole et le gaz qui rapportent : la production d'extrait de pavot fut de 2300 tonnes en 1995, puis réduite par les Talibans à 200 en 2000, et remonta à 8400 tonnes en 2007.

22 Le président nommé de l'Afghanistan occupé fut Hamid Karzaï, ancien cadre de l'Unocal, dont les frères gèrent la production et la commercialisation de la cocaïne, avec l'aide de la CIA.

23 Salim Ben Laden, frère aîné d'Oussama, était l'associé de George W. Bush à Houston (Texas) dans la société pétrolière Harken. Les familles Ben Laden et Bush ont fondé le fonds de gestion de portefeuille Carlyle. Selon Éric Laurent, dès son accession au pouvoir, l'administration Bush fit cesser les enquêtes du FBI sur M. Oussama Ben Laden, Al-Qaida et la participation de la famille royale séoudienne au financement du terrorisme.

24 Six avions d'affaires et un gros porteur décollèrent le 13 septembre, emmenant 40 Séoudiens dont 24 personnes de la famille Ben Laden dans un Learjet mis à leur disposition par la firme d'armement Raytheon (N-Y Times).

25 Le 30 avril 2001, la base aérienne de Tinker, en Oklahoma, signala la possibilité d'espionnage par des étudiants israéliens se disant artistes peintres. *Suspicious activities Involving Israeli Art Students at DEA facilities* juin 2001. Une trentaine d'« étudiants » habitaient près du domicile de pirates de l'air présumés.

26 Kean fut actionnaire et directeur du groupe pétrolier Amerada Hess, ayant une société commune avec Delta Oil, firme pétrolière séoudienne.

27 En novembre 1998, le magazine *Foreign Affairs* publia l'article « *Catastrophic Terrorism: Tackling the New Danger* », cosigné par Zelikow, membre du PNAC, annonçant : « *Comme Pearl Harbor, [un attentat grave] diviserait notre avenir en un avant et un après. Les États-Unis pourraient réagir par des mesures draconiennes réduisant les libertés civiles, autorisant une plus grande surveillance des citoyens, la détention de suspects et le recours à la force meurtrière. De nouvelles violences pourraient suivre les attaques terroristes à venir ou les contre-attaques américaines. Les Américains jugeraient tardivement que leurs dirigeants ont fait preuve de négligence en ne s'attaquant pas au terrorisme de manière plus urgente.* ». En septembre 2002, à l'université de Virginie, Zelikow déclara que l'Irak n'exerçait pas de « véritable menace » contre les États-Unis, mais que la « menace non déclarée » était la « menace contre Israël ; rhétoriquement, le gouvernement américain ne veut pas trop insister sur cette menace, parce qu'elle n'est pas très populaire ». Le même mois, dans *The National Security Strategy of The United States of America* « La stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique », il prôna la doctrine de la guerre préventive, et six mois plus tard, les États-Unis agressèrent l'Irak en violant la résolution 1441 de l'ONU. En 2003, il fut directeur exécutif du *Rapport de la Commission du 11 septembre*. Constatant ses appartenances partisans, les familles des victimes du 11 septembre demandèrent en vain sa démission.

28 Rove présida les réunions d'un comité créé en août 2002 à la Maison-Blanche, chargé d'élaborer une stratégie « *pour diffuser l'affirmation de la Maison-Blanche que Saddam Hussein était une menace pour les États-Unis* ».

29 Selon le New York Times, les enregistrements des échanges entre le sol et les chasseurs furent « égarés ou effacés ». Même sort, quelques semaines après, pour les échanges entre le contrôle aérien et les avions détournés.

30 À 13 h 10, American Airlines (AA) publia les listes des passagers et des membres d'équipage. Celle du vol 77 mentionnait 64 personnes. Le FBI interdit ensuite à AA, à l'aéroport de Dulles et même à la FAA de publier des informations. Une liste officielle recensa 56 personnes, mais pas les cinq pirates, et le rapport de la commission en mentionne 58, « terroristes » compris. Éric Laurent *La face cachée du 11 septembre*, Plon, 2004. Comme après

toute catastrophe aérienne, des journalistes cherchèrent des familles éplorées dans les aéroports de destination, mais la plupart furent bredouilles, excepté pour l'avion tombé en Pennsylvanie. Dean T. Hartwell *Planes without Passengers: the Faked Hijackings of 9/11*. Le gouvernement fédéral offrit 1,7 million de dollars aux familles des victimes en échange de l'abandon de toute poursuite ; pourquoi, si des terroristes étaient les auteurs du crime ?

31 Les services secrets tiennent prêtes en permanence des listes de quelques dizaines de personnes imaginaires. Les fausses personnalités sont détaillées, précisant enfance, famille, études, diplômes, stages, emplois et domiciles successifs, liaisons, amis et violons d'Ingres. Combien de *Smith, Ford, Ferguson* et *Fernandez* dans les États très peuplés des côtes Est et ouest des É-U ? Truquer une liste de passagers est plus facile que modifier les lois de la Physique, plus facile que faire voler à 900 km/h, au niveau de la mer, un avion dont les ailes s'arracheraient s'il volait à plus de 400 km/h, plus facile que viser à cette vitesse une cible de 60 m de large, plus facile surtout que créer des millions de joules, exploit à la portée du seul Divin Créateur.

32 <http://archives.cnn.com/2001/US/09/16/inv.binladen.denial/index.html>

www.globalresearch.ca/interview-with-osama-bin-laden-denies-his-involvement-in-9-11

Pendant l'été 2001, Oussama Ben Laden était hospitalisé sous le nom de Hassan al Talal, à l'hôpital étasunien de Dubaï (NY Times, 1/11/2001). Le 12 juillet, il reçut la visite de l'agent de la CIA, Larry Mitchell ; la discussion aurait été houleuse (Le Figaro, 31 octobre 2001). Cet agent quitta Dubaï peu après, le 15 juillet.

RFI – Attentats – Ben Laden et la CIA : les détails de la rencontre

Les talibans demandèrent des preuves de la culpabilité de Ben Laden, mais ne les obtinrent pas et refusèrent donc de l'extrader. (Washington Post, 29 octobre 2001).

33 Au cours des années suivantes, la silhouette de Ben Laden grossit, maigrit, et même rapetissa !

34 Le Times publia le 29 novembre 2001 une coupe des grottes fortifiées de Tora-Bora en Afghanistan, paraissant sortie d'une BD de Black et Mortimer : air conditionné, aire pour hélicos, portes blindées, issues de secours.

35 Le 8 août 2011, un hélicoptère vétuste s'écrasa au centre de l'Afghanistan. À bord, plusieurs membres du commando censé avoir abattu Oussama Ben Laden. De belles funérailles consolèrent fort leurs familles. Ainsi, il n'y eut jamais de preuves et il n'y a désormais plus de témoins. Assassinat ? Une autre interprétation est possible : à expédition inexistante, commando imaginaire. Si, comme tout l'indique, l'élimination de

M. Ben Laden fut une pure fable, il a suffi d'attendre un accident – il s'en produit fatalement au cours d'une guerre – pour révéler que les morts étaient les membres de la courageuse équipe qui avait soulagé le monde de l'ennemi public n° 1. Héros dont l'identité avait jusqu'alors été tue, dans l'intérêt national et pour ne pas embarrasser leur modestie.

36 Laurent

Guyénot <https://reseauinternational.net/11-septembre-2001-la-theorie-du-complot-pirate/>

37 Peut-être même les organisateurs du grand complot ont-ils inspiré, incité et aidé les organisateurs du petit.

38 C'est la thèse de Khalezov (cf. article précédent).

39 Des explosifs chimiques furent aussi placés, peut-être aux emplacements prévus, selon le plan de démolition.

40 Le bâtiment 7 était le centre de contrôle de tout l'ensemble immobilier, communiquant avec d'autres bâtiments par des passages en sous-sol. Les explosions sous les Tours Jumelles ne pouvaient manquer d'y laisser des traces.

41 Que le Président et les principaux ministres soient emmenés en lieu sûr par des gardes du corps est normal, mais ce qui ne l'est pas, c'est que le Président soit promené toute la journée à bord de l'avion présidentiel, et ainsi déchu en fait de son pouvoir. Le 10 septembre, G.W. Bush alla en Floride et y passa la nuit, protégé par des batteries antiaériennes ; le 11 au matin, il lisait un conte pour enfants à des écoliers. Dans la journée, l'avion présidentiel alla de Floride à une base militaire en Louisiane, passant au-dessus du Golfe du Mexique, lieu idéal pour un accident. G.W. Bush ne fut vraisemblablement emmené à Raven Rock qu'après qu'il eut cédé. Sur quoi ? Sur le programme d'agression au Proche-Orient ?

42 Pour rappel, George Walker Bush fut élu Président de la République des États-Unis d'Amérique par la grâce du trucage des élections en Floride par son frère John Ellis Bush, gouverneur de cet État.

43 Au mois d'avril 2004, George W. Bush se présenta devant la commission d'enquête, mais exigea de témoigner sans prêter serment et sans que l'audition ne soit ni publique, ni filmée, ni enregistrée. Il exigea aussi d'être accompagné du vice-président Richard Cheney, disant : « Cela nous donnera l'occasion de répondre aux membres de la commission. » Bref, il fut chaperonné.

44 Donald Rumsfeld, son adjoint Paul Wolfowitz, et Richard Perle, nommé en juillet 2001 président de la commission de la politique de défense, réclamaient depuis des années une nouvelle guerre contre l'Irak, et demandèrent dès le 11 septembre que l'armée la préparât. Quand une agression est décidée, les militaires de bon sens sont écartés ; règle universelle

s'appliquant à toute époque et dans tout pays.

45 Lorsqu'une firme automobile prépare un nouveau modèle, maintes personnes participent au projet, mais les firmes concurrentes n'apprennent que des bribes de renseignements. Les exécutants d'opérations clandestines ne connaissent ni l'identité ni les motifs des commanditaires, et observent le secret. Convaincre un service technique de garder ses observations sous le coude et de fournir un rapport de complaisance est le B A BA du pouvoir. Enfin, le chantage à la vie de la famille est classique : un accident est si vite arrivé !

46 Dont le général Eberhart, commandant la région aérienne. Ces militaires avaient confirmé sous serment la V.O.

47 Les magnats du pétrole d'Arabie saoudite trempaient vraisemblablement dans le complot contre l'Afghanistan, mais ne paraissent pas avoir participé à la destruction des tours de Manhattan. M. Donald Trump s'efforça pendant quatre années de mettre fin aux guerres commencées par ses prédécesseurs. Le but du plan de paix partial proposé pour le Proche-Orient était peut-être de délier les États-Unis du chantage subi depuis 2001. En 2020, le trucage de l'élection présidentielle organisé pour l'éliminer fut si évident qu'il aura des conséquences graves. Complot au grand jour. Deuxième coup d'État. Dans le gouvernement de J. Biden, les titulaires d'une dizaine des principaux postes sont des sionistes avoués. Qui décide à présent de la politique ?

48 *Hélas ! On voit que de tout temps / Les petits ont pâti des sottises des grands.* Jean de La Fontaine.

Les deux Taureaux et une Grenouille, Livre second, Fable IV.

49 Des laboratoires surveillent à tout moment la composition de l'atmosphère et, quoique quelques-uns ne dépendent pas directement d'un gouvernement, leur renommée, leur financement, l'emploi de leurs techniciens et la carrière de leurs chercheurs dépendent des études commandées par les pouvoirs établis. Le soutien d'un État eût été nécessaire pour qu'ils publiassent leurs observations.

50 Dès le 19 septembre 2001, le projet d'*Anti-Terrorism Act* comptait 345 pages. Les rédacteurs n'ont pas chômé !

En France, une loi sur la sécurité quotidienne fut adoptée le 15 novembre 2001 sous le gouvernement Jospin.

51 <http://lidiotduvillage.org/2020/06/05/le-genie-du-complotisme/>

52 En 2000, le président Clinton apposa la signature des États-Unis au traité sur la Cour Pénale Internationale, CPI. En mai 2002, avant l'agression contre l'Irak, le Président G. W. Bush notifia aux Nations Unies que les États-Unis se déliaient de cet engagement, et Rumsfeld publia dans un communiqué les motifs de cette décision : éviter que des militaires étasuniens puissent être

traduits devant la Cour. Depuis cette dénonciation du traité par les États-Unis, la Grande-Bretagne, partie au traité, s'efforce d'employer la CPI dans l'intérêt des pays anglo-saxons.

53 En 2007, toute la presse promut Ségolène Royal comme la brêle qui se ferait battre. Ce battage publicitaire pour la perdante désignée préfigura l'encensement en 2017 du gagnant choisi par l'oligarchie mondialiste.

54 BlackRock gère la plus grande masse mondiale d'actifs financiers, presque 9000 milliards de dollars. Par comparaison, le budget de la France (flux) est d'environ 600 milliards d'euros.

55 Le Danemark a récemment nommé un ambassadeur auprès d'une firme supranationale.

56 Les GAFAMs sont les ministères de la Vérité.

57 En France, l'examen des statistiques de mortalité conduit à diviser par au moins cinq le nombre avancé par les dirigeants de « 100 000 morts » dus au Covid. Plus qu'une épidémie de grippe, le Covid fut une épidémie de refus de soin, de tests non valides et d'injections de produits mortels. Ces faits furent dénoncés par maintes personnes, dont Luc Montagnier, Laurent Toubiana, Pascal Sacré, Nicole Delépine, Christian Perronne, Martine Wonner, Alexandra Henrion-Caude, Reiner Fuellmich, Pierre Chaillot, et d'autres valeureux résistants. Les vaxxins sont plus dangereux que la maladie. Parmi de nombreuses références :

https://www.youtube.com/watch?v=MLMGnfeu_zk ;
<https://odysee.com/@MartineWonner:b/actu-de-la-semaine-et-invitee-christine-cotton:3> ; <https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes-societe-sante/belgique-masques-et-confusion-entre-tests-positifs-dits-cas-et> ;

58 L'apôtre du *Great Reset*, l'inénarrable Klaus Schwab dans son costume de franc-maçon interplanétaire, illustre jusqu'à la caricature l'hubris des dirigeants décidés à imposer leur volonté aux peuples. L'étonnant livre qu'il a publié avec Thierry Malleret, *COVID-19 : La Grande Réinitialisation*, sonne comme un aveu.

<https://unlimitedhangout.com/2021/02/investigative-reports/schwab-family-values/>
[Traduction : <https://nouveau-monde.ca/les-valeurs-familiales-de-schwab/>]